

VILLE DE
ROUBAIX

COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ DE ROUBAIX

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

PROCES-VERBAL du 20 octobre 2022

Rédacteur : ADC FONTEYNE JEREMY

COMMUNE : ROUBAIX
ETABLISSEMENT : CEPRECO - BATIMENT PRINCIPAL
ADRESSE : 45 AVEN ANDRE CHENIER

Visite : Périodique

Date de la visite : 13/09/2022

Date de la dernière visite : 21/09/2017

Type : R **Catégorie : 4ème** **Effectif : 265 personnes**

AVIS

Après en avoir délibéré, la Commission communale de sécurité de Roubaix émet **un avis FAVORABLE** à l'exploitation de l'établissement.



La Présidente

Audrey DENIS

MEMBRES PRÉSENTS

- Mme DELPORTE Magdalène
- Mr. DE BRAECKELAER Sébastien
- Adjudant-chef FONTEYNE Jérémy

Elue
Agent communal
SDIS 59

AUTRES PERSONNALITÉS

- Mme DUCLOS Sandrine
- Mr. DUEE Ludovic
- Mr WULSTECKE Laurent
- Mr DEGEL Philippe
- ME HARNEL Barka
- Mr BENCEDIRA Mohamed

Directrice de l'établissement CEPRECO
Agent logistique CEPRECO
coordinateur logistique CEPRECO
CCI Grand Lille, conducteur de travaux et sécurité ERP
responsable administrative et logistique CEPRECO
Agent communal

CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Activités de l'établissement : Enseignement, type R

L'effectif de cet établissement est déterminé de la façon suivante :

- Sur déclaration contrôlée du maître d'ouvrage, l'effectif déclaré est de 265 personnes conformément à l'article R2,
- Le personnel déclaré, pour 35 classes est de 35 personnes.

Soit un effectif total de 300 personnes.

Conformément à l'article R143-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et à l'article GN1, l'établissement est classé en type R, de 4ème catégorie.

Textes applicables

- Code de la Construction et de l'Habitation.
- Arrêté du 23 mars 1965 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public. (Ancien règlement)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public.
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié, relatif aux dispositions particulières concernant les établissements d'enseignement. (Type R)
- Circulaire du 3 mars 1982 relative aux Instructions Techniques prévues dans le règlement de sécurité des Établissements Recevant du Public, complétée par la Circulaire du 21 juin 1982 et la Circulaire du 30 décembre 1994.
- Instruction Technique n° 246, relative au désenfumage dans les Établissements Recevant du Public.
- Instruction Technique n° 247, relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage.
- Instruction Technique n° 248, relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les Établissements Recevant du Public.
- Instruction Technique n° 249, relative aux façades.
- Instruction Technique n° 263, relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les Établissements Recevant du Public.
- Arrêté du 23 juin 1978, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire.

- Arrêté préfectoral du 27 avril 2017, relatif à l'approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) dans le département du Nord.

Situation administrative

Type de dossier	Objet	Date commission	Avis	Motivation / Observation
Etude : Autorisation de travaux (AT)	Réaménagement int,, réception commission le 31/08/2022.		Sans	
Visite : Périodique	VP du 21/09/2017	19/10/2017	Favorable	
Visite : Périodique	VP 25/05/2010	03/06/2010	Favorable	
Visite : Périodique	VP 30/09/2004	05/10/2004	Favorable	
Visite : Périodique	VP	26/01/1999	Favorable	
Visite : Périodique		24/11/1992	Sans	
Visite : Périodique		14/11/1989	Sans	
Etude : Permis de construire (PC)	ED/ Extension	08/07/1986	Sans	
Visite : Périodique		29/04/1986	Sans	
Visite : Périodique		19/04/1983	Sans	
Visite : Périodique		12/01/1982	Sans	
Visite : Périodique		04/11/1980	Sans	
Visite : Réception de travaux ou avant ouverture		04/09/1979	Sans	
Etude : Autorisation de travaux (AT)	ED/Chaufferie	07/02/1979	Sans	
Etude : Permis de construire (PC)	ED/Construction	24/11/1977	Sans	

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Le Centre de Préparations aux carrières du commerce (CEPRECO) est constitué de 3 bâtiments distincts :

Bâtiment principal (objet du présent rapport):

- Au rez-de-chaussée: 15 salles de cours, 1 salle de pause , 1 cafeteria, 7 bureaux, des locaux techniques et réserves (entretien, audiovisuel) et sanitaires.
- Au R+1 : 4 salles de cours, 14 bureaux, local archives, 2 locaux pour reprographie, et un local serveur informatique.
- Au R+2 : 16 salles de cours, une réserve informatique audiovisuel, 1 local technique et sanitaires

Des travaux de réaménagement et de modification de la distribution intérieure sont prévus au R+2 et font l'objet d'une demande d'autorisation de travaux N°AT 05951222O076, déposé en mairie de Roubaix le 03/08/2022.

Bâtiment EGC (Ecole gestion et Commerce) :

- RDC unique comportant 5 salles de cours, il n'est plus utilisé à ce jour et fait l'objet d'une déclaration de non exploitation par la directrice d'établissement ce jour.

ROUBAIX

CEPRECO - BATIMENT PRINCIPAL 45 AVEN ANDRE CHENIER

Visite du : 13 septembre 2022 Commission du : 20 octobre 2022

Bâtiment dit « le Château » :

Bâtiment classé datant de 1891. Utilisé comme établissement à usage d'enseignement depuis 1965 :

- Au rez-de-chaussée: 4 salles de cours, une réserve, 1 local technique et des sanitaires.
- R+1 : 3 salles de cours, 1 bureau et 1 réserve.
- R+2 : non utilisé et condamné par l'exploitant
- combles : non utilisé et condamné par l'exploitant

Remarque : 1 salle de cours du rez-de-chaussée et une salle de cours du R+1 ne sont plus exploitées en raison d'un plancher bas du R+1, présentant un fléchissement au centre.

Conception et desserte du bâtiment

L'établissement se compose de 3 niveaux.

La hauteur du plancher du dernier niveau accessible au public est supérieur à 8 m.

Il est desservi par 1 voie échelles.

Il dispose de 1 façade accessible aux services de secours.

Isolement par rapport aux tiers

Cet établissement est isolé de tout bâtiment ou local occupé par des tiers.

Résistance au feu des structures

Les structures sont en béton.

Les éléments de structure de la toiture, suite à l'extension à simple rez-de-chaussée, réalisée en 1986, sont surveillés par une détection automatique d'incendie (structure métallique)

Distribution intérieure et compartimentage

La distribution intérieure est obtenue par un cloisonnement traditionnel.

Locaux à risques particuliers

Les locaux à risques importants sont les suivants : Chaufferie sur la toiture, accessible depuis le R+2

Les locaux à risques moyens sont les suivants : réserves mobiliers, réserve de produits d'entretien ménager, réserve de fournitures scolaires, locaux archives, les locaux de stockage de matériaux combustibles implantés au niveau de l'atelier menuiserie, ateliers de reprographie, locaux avec baies informatiques.

Dégagements

Conformes et en nombre suffisant.

Prise en compte des personnes en situation de handicap

L'établissement dispose d'une procédure d'évacuation des personnes en situation de handicap basée sur l'aide humaine.

Désenfumage

Le désenfumage est assuré par :

Un désenfumage naturel les circulations horizontales.

Un désenfumage naturel pour les escaliers.

Un désenfumage naturel pour les locaux.

Présence d'un DAD pour désenfumage de la circulation au rez-de-chaussée.

Chauffage - Ventilation - Climatisation

Le chauffage est assuré par des appareils de production de chaleur dont l'énergie employée est le gaz pour une puissance supérieure à 70 kW.

La chaufferie est isolée comme un local à risque important, placé en toiture.

Cet établissement est doté d'une Ventilation Mécanique Contrôlée, simple flux (WC, reprographie, office, archives et réserves)

Installations électriques et d'éclairage

L'établissement est doté d'un éclairage de sécurité à fonction d'évacuation (balisage) et d'un éclairage anti-panique (ambiance).

Cet éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes.

Moyens de secours contre l'incendie

Nombre d'extincteurs : 2 extincteurs à poudre, 1 extincteur à eau pulvérisée avec additif 9 L, 24 extincteurs à eau pulvérisée avec additif 6 L, 34 extincteurs type CO2 de 2 kg et 1 extincteur type CO2 de 5 kg.

L'établissement est doté d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A, associé à un équipement d'alarme de type 1

Le dispositif d'alerte est assuré par un téléphone urbain (Ligne analogique - RTC)

Les plans schématiques et les consignes de sécurité sont correctement affichés.

VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES

Registre de sécurité

	Oui	Non	Observations
Registre de sécurité	x		

Désenfumage

	Organismes vérificateurs	Dates	Observations
Vérification du désenfumage naturel (Art. DF10)	Esseme services 50 avenue du général Leclerc 02250 MARLES	12/01/2022	DAD non alimenté
Entretien de l'installation (Art. DF9)	Esseme services 50 avenue du général Leclerc 02250 MARLES	01/09/2022	1 observation en cours de traitement.

Chauffage

	Organismes vérificateurs	Dates	Observations
Vérification de l'installation de chauffage (Art. CH58)	SOCOTEC	29/06/2022	satisfaisant
Entretien de l'installation de chauffage (Art. CH57)	MTO direction Nord 19 ZAC de l'Europe à 59310 ORCHIES	22/09/2022	
Ramonnage des conduits de fumée (Art. CH57)	MTO direction Nord 19 ZAC de l'Europe à 59310 ORCHIES	22/09/2022	

Gaz

	Organismes vérificateurs	Dates	Observations
Vérification de l'installation de gaz (Art. GZ30)	SOCOTEC	Rapport 25200/22/12139 du 08/07/2022	Fuite robinet de purge au compteur, traitée par intervention GRDF.
Entretien de l'installation de gaz (Art. GZ29)	MTO direction Nord 19 ZAC de l'Europe à 59310 ORCHIES	22/09/2022	

Installations électriques et éclairage

	Organismes vérificateurs	Dates	Observations
Vérification réglementaire en exploitation (ERP) (Art. EL19)	SOCOTEC	Rapport 25200/22/15526 du 07/09/2022	satisfaisant
Vérification électricité en visite périodique (CT) (Art. EL19)	SOCOTEC	Rapport 25200/22/15526 du 07/09/2022	satisfaisant
Vérification de l'éclairage de sécurité (Art. EC15)	CHUBB LST	02/0220/22 07/09/2022	Des changements de BAES effectués

Moyens d'extinction (Extincteurs)

	Organismes vérificateurs	Dates	Observations
Vérification des extincteurs (art MS72)	LST	07/09/2022	

Système de Sécurité Incendie et Equipement d'alarme

	Organismes vérificateurs	Dates	Observations
Vérification du SSI et/ou de l'équipement d'alarme (Art. MS73)	ERIS	22/08/2022	1 porte coupe-feu fermeture incomplète (à lever)
Contrat d'entretien du SSI A (Art. MS68)	ERIS	22/08/2022	
Vérification triennale du SSI A (Art. MS73)	SOCOTEC	06/03/2020	Essais satisfaisants

Autres vérifications

	Organismes vérificateurs	Dates	Observations
Vérification des dispositifs de fermetures résistant au feu (portes, clapets, volets) (Art. CH58)	LST	07/09/2022	Non-conformité à la vitesse de fermeture
Vérification et entretien des dispositifs d'automatisme (DAD, DAI, Thermo fusible) (Art. MS58)	Essemes services 50 avenue du général Leclerc 02250 MARLES	14/09/2022	Remise en service du DAD (désenfumage de la circulation)

Exercices d'évacuation

	Organisation	Dates	Observations (temps d'évacuation)
Exercices d'évacuation	Interne	06/09/2022 à 14h40	3 min 46 secondes

Défense contre l'incendie

Famille	N°	Adresse	Distance (m)	Débit (m3/h)
HYDRANT	04628	ROUBAIX RUE DE LILLE	120	173

La plus grande surface non recoupée représente : 250m².

Il est retenu une classe : 1 (Activité retenue pour la détermination de la classe : R)

Le volume d'eau nécessaire pour la DECI est de 30 m³ utilisable en 1 heure (soit un débit de 30 m³/h) réparti sur 1 point d'eau incendie (PEI). Le premier PEI doit être situé à 200 m du risque.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de se rapprocher du service public de DECI afin de vérifier les données relatives au PEI repris ci-dessus. De même, le service public de DECI apportera les informations concernant ROUBAIX

les éventuels travaux susceptibles de modifier l'état des PEI.

Au vu des éléments en notre possession, la DECI est suffisante.

ESSAIS RÉALISÉS LORS DE LA VISITE

Type d'essai	Résultat	Observations
Automatisme (PCF, déverrouillage des IS...)	Satisfaisant pour la plupart des PCF	Réglages à effectuer sur la vitesse de fermeture et l'étanchéité pour l'une.
Manœuvre des issues de secours	Satisfaisant dans l'ensemble	Attention aux obstacles

OBSERVATIONS

- **Déclaration d'effectif** (Art. R143-19 du Code de la Construction et de l'Habitation)
La déclaration d'effectif a été établie par Mme DUCLOS Sandrine ,Directrice du CEPRECO, attestation du 13/09/2022

Un avis défavorable a été émis par le groupe de visite en raison des observations techniques pour l'absence d'alimentation électrique du DAD du désenfumage de la circulation au rez-de-chaussée.

Cette anomalie a été levée par l'entreprise Essemes services, 50 avenue du général Leclerc 02250 MARLES le 14/09/2022.

Il a été observé des travaux sur le SSI depuis la dernière visite, à savoir le retrait de détecteurs automatiques d'incendie, notamment dans les locaux à risques, soit un abaissement du niveau de sécurité initiale.

L'article L122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation précise que «Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative, qui vérifie leur conformité aux règles d'accessibilité prévues à l'article L. 161-1 et, lorsque l'effectif du public et la nature de l'établissement le justifient, leur conformité aux règles de sécurité contre l'incendie prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2.»

L'attention du pétitionnaire ou de l'exploitant est attirée sur les dispositions de l'article R143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les Commissions de Sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement. »

Le groupement d'établissements est doté d'un Défibrillateur Automatisé Externe

PRESCRIPTIONS N'AYANT PAS ETE LEVEES DEPUIS LA DERNIERE VISITE

- 1- Déverrouiller les issues durant la présence du public (CO45)
- 2 - Maintenir exempts de tout encombrement les dégagements (CO45)
- 3- Salle 34 : Ajouter un extincteur EP
- 4- Salle 47 : Limiter la salle à 19 personnes ou créer une deuxième sortie (CO38)

PRESCRIPTIONS

Généralités

1. Transmettre, en vue de régulariser et justifier les travaux effectués sur le SSI, un dossier de demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (art L.122-3 et R*143-22 du Code de la construction et de l'habitation).

Distribution intérieure et compartimentage

2. Assurer un degré coupe-feu de degré 1 heure avec porte pare-flamme ½ heure au local FAB/LAB (article CO24§1)

Locaux à risques particuliers

3. Garantir l'isolement du local baie de brassage proche de la salle 48, comme un local à risque moyen et réinstaller le ferme porte (article CO 28§2)
4. Garantir l'isolement des locaux à risques suivants : Local ménage, réserve (salle 33-dessins), réserve rez-de-chaussée, local de stockage de matériaux combustibles en menuiserie, local archive, comme des locaux à risques moyens :
 - Paroi et plancher haut coupe-feu de degré 1 heure
 - Accès par bloc-porte coupe-feu de degré ½ heure muni d'un ferme-porte (Art R10).

Conduits et gaines

5. Présence de bouches de VMC dans certains locaux à risques (local archives au R+1, local office R+1), garantir l'isolement de ces derniers conformément à l'article CH 32 et 33.

Dégagements

6. Maintenir exempts de tout encombrement les dégagements (CO45)
7. Salle 48 : Limiter la salle à 19 personnes ou créer une deuxième sortie (CO38)
8. Débarrasser les photocopieuses des dégagements (Art R 143-13)
9. Débarrasser et isoler le local ménage présent dans la cage d'escalier périphérique, au R+2. En effet, ce volume ne doit donner accès à aucun local annexe (sanitaire, dépôt, ...) (Art CO 53§4)

Chauffage - Ventilation – Climatisation

10. Interdire les appareils de production-émission mobiles installés à l'intérieur des locaux et dégagements accessibles au public (Art CH 44)

Installations électriques et d'éclairage

11. Identifier les locaux de service électrique, les rendre facilement accessible par les services de secours (art EL 5).
12. Débarrasser l'armoire électrique de la salle 049, présence de stockage (Art EL 11§5)

Désenfumage

13. Enlever ou adapter le système d'occultation des dispositifs de désenfumage, de manière à permettre un désenfumage efficace par tirage naturel, en vue de permettre une évacuation en bon ordre et faciliter l'intervention des Sapeurs-pompiers. (art DF 7)